

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 121
26 octobre 2007

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Déclaration du courant Front Unique au BDFN du 24/10 : « On ne peut prétendre combattre les suppressions de poste, la baisse du pouvoir d'achat et participer à chacune des 29 réunions de concertation prévues jusqu'à décembre visant à dynamiser la Fonction Publique ».

La direction de la FSU doit quitter immédiatement les conférences pour la destruction de la Fonction Publique

Dans le dispositif de destruction des acquis ouvriers programmé par le gouvernement Sarkozy Fillon, le premier objectif est la destruction des régimes spéciaux. Il faut donc s'interroger : le gouvernement est-il en meilleure position pour gagner cette première bataille huit jours après le 18 Octobre. Même si, évidemment rien n'est encore fait, la réponse est incontestablement oui. Pourquoi ?

Certes il y a la prise de position de la CFDT, accessoirement de l'UNSA, prise de position ouverte pour la destruction des régimes spéciaux. Mais sur ce plan là, rien de nouveau sous le soleil : comme en 1995, comme en 2003, la CFDT est la fidèle représentante du gouvernement et du MEDEF.

Mais comme d'ailleurs s'en est vanté Chérèque, la direction de la CGT elle-même, à aucun moment ne s'est prononcée pour la défense inconditionnelle des régimes spéciaux. Et c'est pourquoi la direction de la CGT a appelé à la reprise le 19. La volonté des cheminots, employés de la RATP, d'EDF et GDF existait. Elle s'est manifestée clairement le 18 par la participation massive à la grève ; elle s'est encore manifestée par la prolongation de la grève le 19 dans beaucoup de dépôts et sur beaucoup de lignes. Mais les travailleurs ont été rendus impuissants par la politique des dirigeants syndicaux : les uns appelant à reprendre, les autres leur proposant de décider localement la grève, dépôt par dépôt, ligne par ligne. Ce qui était possible et nécessaire, c'était que les dirigeants syndicaux appellent dans l'unité à la grève générale des transports, d'EDF GDF, etc. Mais ils s'y sont opposés catégoriquement et voilà pourquoi le gouvernement Sarkozy Fillon a pu être rassuré : tout était fait pour éviter le scénario de 1995, et il a été évité. Hier il y a eu une conférence de presse de tous les dirigeants syndicaux des Transports. Ils disent que si le 31 Octobre « *le gouvernement n'a pas revu sa copie* », alors ils appelleront... le 15 Novembre à un mouvement ... éventuellement reconductible ! Tout le monde comprend que la formule : « *le gouvernement doit revoir sa copie* » est une formule qui veut tout dire et rien dire, ou plutôt qui ne veut pas dire : « Le gouvernement doit retirer son projet de liquidation des régimes spéciaux ».

Maintenant, on nous annonce une grève le 20 novembre sur l'« *emploi et le pouvoir d'achat* ». Mais s'il s'agit de combattre pour le rétablissement du pouvoir d'achat (7,5% perdus depuis 2000), s'il s'agit de combattre pour l'annulation de toutes les suppressions de poste prévus par le budget 2008 et donc contre ce budget, il faut remarquer deux choses. D'abord qu'il y a urgence : aujourd'hui même, l'Assemblée Nationale doit voter la partie recette du budget. Ensuite combattre le budget 2008 suppose d'affronter le gouvernement et sa majorité de députés UMP – Nouveau Centre, donc organiser dans l'unité des fédérations de fonctionnaires à tout le moins une manifestation de l'ensemble des fonctionnaires à l'Assemblée Nationale avant adoption définitive du budget sur le mot d'ordre : A bas le budget du gouvernement Sarkozy Fillon.

Et affronter le gouvernement suppose de rompre avec lui. Gérard Aschiéri a dit dans son exposé liminaire qu'on pouvait avoir les pires craintes sur les objectifs des conférences Fonction Publique. Il avait été plus précis après le discours de Sarkozy : « *Il s'agit de dynamiser la Fonction Publique* ». Quant à la direction du SNES, elle titrait le journal syndical : « *Fonction Publique : destruction annoncée* ». Aujourd'hui encore, Gérard Aschiéri a dit : « *Visiblement la commission Pochard semble avoir pour but non de revaloriser le métiers d'enseignants mais d'instaurer l'annualisation, de développer l'autonomie des établissements et on voit Rocard nous ressortir la bivalence* ». Ce qui est étonnant, c'est de s'en étonner. Tout cela était très précisément contenu dans le rapport Darcos, c'est-à-dire le programme du candidat Sarkozy.

Mais alors, peut-on dire que les conférences ont le but de détruire la Fonction Publique, de liquider les statuts, particulièrement ceux des enseignants et d'aller à chacune des 29 réunions de concertation qui préparent cette destruction ? Le courant Front Unique réitère la demande que la direction de la FSU sorte immédiatement de ces conférences.

NB Le texte du BDFN de la FSU a été adopté après le départ de la réunion du représentant Front Unique et alors qu'il avait été annoncé que l'adoption de ce texte était reporté au BDFN du 5 Novembre.